

Fiscalité pour la justice sociale et la transition écologique.

Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

il faudrait surtout que cette information (qui existe déjà pour qui veut la chercher) soit factuelle et honnête. Dans la communication aux médias, les présentations sont souvent simplifiées et sciemment biaisées, assénant des chiffres sans comparaisons pertinentes ou sans les mettre en rapport avec les objectifs ou les actions. Certains journaux, comme Alternatives Economiques font là dessus un travail remarquable qui mériterait d'être pris en exemple.

Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

La justice fiscale, c'est la redistribution. Il est normal et moral que les plus riches payent proportionnellement plus, et il faut que l'état veille à cela. Si la contrepartie des services publics de qualité est là, (santé, éducation, transports, etc...), chacun peut admettre cette manière d'organiser la solidarité. Un pays où les choses fonctionnent bien et où la société est pacifiée, c'est quelque chose d'appréciable. C'est d'autant plus important dans la perspective de la transition écologique qui remet en cause le spectre des dépenses des ménages, certaines activités écologiquement nocives, et qui nécessite des investissements nouveaux.

Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

Il faut baisser les impôts indirects quand il n'ont pas un but vertueux. En revanche on peut taxer la pollution, le luxe abusif, les dépenses vers des activités nocives en général, comme par exemple la spéculation financière.

Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous... (Plusieurs réponses possibles)

Reculer l'âge de la retraite

de façon sélective et nuancée en fonction de la pénibilité.

Augmenter le temps de travail

NON Il faut surtout que le secteur public crée lui aussi des emplois.

Augmenter les impôts

Oui, surtout ceux qui concernent la richesse excessive et imméritée.

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales

Pas spécialement, il y a aussi beaucoup de non recours aux prestations sociales, on oublie souvent de le dire.

Autre: La fiscalité doit viser à la solidarité, sans laquelle il est difficile de maintenir la cohésion sociale, et le meilleur garant de cette solidarité, c'est le contrôle par des institutions démocratiques et non par les supposées vertus des marchés.

S'il faut selon vous revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales, lesquelles doivent être concernées ?

Revoir les conditions d'attribution des aides sociales n'est pas une priorité.

Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Tout ce qui permet de combattre l'extrême pauvreté. Il est scandaleux d'entendre parler du prétendu « cancer de l'assistanat ». Il faut donc que les minima sociaux soient à un réel niveau de décence, de qui aujourd'hui n'est pas le cas. Dans le domaine de la santé qui est coûteuse, il faudrait distinguer la médecine réellement nécessaire pour tous et un certain abus des recours à des médecine coûteuses aux frais de la solidarité nationale mais pour l'enrichissement de certains secteurs de la santé (souvent privés).

Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Pour la solidarité sociale en général et pour tout ce qui concerne la transition écologique (aide à la reconversion, investissements d'avenir). Accessoirement pour rendre l'administration des impôts plus efficace dans la recherche et la poursuite des fraudeurs.

Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Au moment d'amorcer la transition écologique qui est pour moi le grand enjeu du XXIème siècle, nous avons besoin de plus d'égalité et de compenser les injustices. Il faudrait donc une fiscalité plus redistributrice. Faire des cadeaux fiscaux aux très riches alors qu'ils sont déjà proportionnellement moins taxés et être permissif sur les stratégies d'évitement massif de l'impôt est scandaleux. On sait que la théorie du ruissellement est une fable propagée par des économistes fascinés par la richesse. Pendant les trente glorieuses, les impôts sur le revenu des plus riches étaient quasiment confiscatoires sans que la planète économique se soit arrêtée de tourner. On a mal fait en facilitant les mouvements internationaux de l'argent, notamment en perdant le contrôle des transactions par internet. Il en résulte une concurrence au moins disant fiscal qui fait que les démocraties deviennent de plus en plus des ploutocraties par faiblesse de l'état. Il en résulte aussi une énorme bulle de spéculation qui pèse constamment sur l'économie réelle du monde entier, et dont les fruits partent se réfugier dans les paradis fiscaux.

Il faut au moins au niveau européen que les états reprennent la main sur tout cela, en taxant les transactions spéculatives, en sanctionnant les paradis fiscaux et ceux qui y placent leurs profits, et en privilégiant l'emploi et l'investissement écologique dans les politiques monétaires.